



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des
politiques publiques
et de l'appui territorial**

Affaire suivie par :
Bureau de l'Environnement et
de l'Utilité Publique
Stéphanie DELVALLEE
Tél : 04.71.46.23.89
Mél : stephanie.delvallee@cantal.gouv.fr

Aurillac, le **28 JAN. 2021**

Monsieur,

Vous avez télédéclaré, le 21 janvier 2021, une Déclaration Initiale d'une Installation Classée relevant du régime de la déclaration périodique, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), relative à vos activités de distribution et de stockage de carburants à destination de véhicules moteur, concernant votre installation de station service pour l'enseigne INTERMARCHÉ, située au 74 rue de Firminy à AURILLAC, et pour laquelle vous avez été destinataire d'une preuve de dépôt électronique automatique N°A-1-GN0QDE5UQ le 21 janvier 2021.

Votre activité de carburants transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules, d'une capacité maximale de 2967 m³, relève du régime de la déclaration périodique au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Elle est classable au titre de l'article R 511-9 du code de l'environnement à la rubrique 1435-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et doit respecter scrupuleusement les prescriptions générales de l'Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté est accessible en ligne à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/consultation_document/35846.

Votre activité de stockage de produits pétroliers spécifiques et de carburants de substitution dans les cavités souterraines et les stockages enterrés, d'une capacité maximale de 80 tonnes, relève du régime de la déclaration périodique au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Elle est classable au titre de l'article R 511-9 du code de l'environnement à la rubrique 4734-1c de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et doit respecter scrupuleusement les prescriptions générales des trois arrêtés suivants :

➤ L'Arrêté du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté est accessible en ligne à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/consultation_document/35807,

➤ L'Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511. Cet arrêté est accessible en ligne à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/consultation_document/35811,

➤ L'Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511. Cet arrêté est accessible en ligne à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/consultation_document/35813.

Le numéro d'enregistrement du dossier de votre exploitation en préfecture, délivré par le système de Gestion Unifiée des Procédures (GUP), est le N°2556.

Tout changement (nom, raison sociale,...) devra impérativement être porté à ma connaissance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef du bureau de l'environnement
et de l'utilité publique,



François HOTTON

A l'attention de Monsieur Maxime LADOUX, gérant de
l'INTERMARCHE - 74 rue de Firminy – AURILLAC
MLX IMMOBILIER
120, Avenue du Général Leclerc
15000 AURILLAC

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Délégué de l'Unité-Interdépartementale Cantal/Allier/Puy-De-Dôme pour le Cantal de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes,
- M. le Directeur de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cantal,
- M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires du Cantal,
- M. le Président de la CABA,
- M. le Maire d'AURILLAC.